

Le 8 septembre, le premier ministre de la Chine, M. Chou En-lai, envoya à M. Nehru une lettre qui causa à ce dernier une surprise douloureuse. Il faut se rappeler que, sauf en ce qui a trait à la note très ferme sur Longju, l'Inde s'était bornée jusqu'alors à accepter le principe de rectifications de certains points de la frontière. Mais le premier ministre de la Chine réclamait dans sa lettre près de 40,000 milles carrés de territoire à la frontière du NEFA et du Ladakh et affirmait que l'Inde essayait de profiter de "l'expansion impérialiste britannique dans la région chinoise du Tibet". M. Chou En-lai déclarait notamment :

De façon inattendue pour le Gouvernement chinois... le Gouvernement indien exige que le Gouvernement chinois reconnaisse le bien-fondé des conditions découlant de la politique d'agression de la Grande-Bretagne contre la région tibétaine de la Chine, et que ces conditions servent de base à l'entente sino-indienne sur la question des frontières. Chose plus grave encore, le Gouvernement indien a exercé sur le Gouvernement de la Chine diverses pressions à l'appui de ses exigences, n'hésitant même pas au besoin à employer la force.

Dans sa lettre du 26 septembre, M. Nehru a adopté un ton plus ferme et réfuté les réclamations chinoises point par point. Il repoussa l'idée de la cession à la Chine des 40,000 milles carrés en cause et établit sans équivoque qu'on ne pouvait baser les pourparlers sur des cartes chinoises englobant à l'intérieur des frontières de la Chine des portions du NEFA et du Ladakh. M. Nehru déclara qu'il ne saurait être question de modifier une ligne de frontière consacrée par un long usage, des facteurs géographiques et des traités; cependant il indiqua qu'il consentirait à étudier l'éventualité de redressements sur des points donnés. En concluant, M. Nehru a dit :

L'Inde a été l'un des premiers pays à reconnaître la République démocratique de Chine; depuis dix ans nous avons sans nous lasser essayé de conserver et de fortifier notre amitié avec votre pays. Lorsque nos deux Gouvernements ont signé l'accord de 1954 touchant la région du Tibet j'avais espéré que les principaux problèmes dont l'histoire nous avait faits les héritiers... avaient été pacifiquement réglés une fois pour toutes... Cinq années plus tard, vous suscitez un problème... qui rend insignifiantes par comparaison toutes les autres questions que nous avons étudiées et, comme je l'espérais, réglées. Je prends bonne note que pour citer vos propres termes la Chine veut que sa frontière du sud-ouest soit une frontière de paix et d'amitié. Mais il ne peut en être ainsi que si la Chine renonce à élargir un conflit de frontière en dispute englobant des milliers de milles carrés de territoire, qui ont été et qui demeurent partie intégrante du territoire de l'Inde.

Quand l'opinion publique, dans l'Inde, connut la fréquence et la gravité des incursions chinoises, elle en ressentit un profond malaise; la presse et le Parlement s'interrogèrent sur l'attitude du Gouvernement indien vis-à-vis la Chine, et le critiquèrent de n'avoir pas veillé à la sécurité de la frontière septentrionale. Vers la fin d'octobre l'incident survenu dans le Ladakh oriental échauffa davantage l'opinion et détermina le Gouvernement à adopter une position plus ferme quant à une région sur laquelle des négociations pouvaient s'ouvrir. M. Nehru, dans ses déclarations, avait établi que tout en étant disposé à étudier des modifications d'importance secondaire le long de la frontière, il se refusait à abandonner la ligne McMahon. Il avait été moins catégorique quant au Ladakh. Il avait recommandé inlassablement le calme et la patience, tout en prévenant cependant que de nouvelles incursions seraient repoussées. Mais l'ampleur des incursions chinoises en territoire indien fut mise en évidence par les bagarres au sud du col